

sont les riches qui bénéficient le plus de ce genre d'amendement.

Il faudrait parler de dégrèvements fiscaux en vertu desquels une personne disposant d'un revenu moyen ou faible bénéficierait encore davantage que ne le prévoit le bill. Un autre petit avantage inséré dans cet article c'est celui qui permet à un travailleur de déduire \$150 par année pour ses dépenses. C'est très bien, mais là encore nous voyons qu'il existe un plafond pour le travailleur, plafond qui ne s'applique pas aux directeurs de sociétés ou de banques. Aucun plafond de \$150 ne leur est imposé. Une fois de plus, nous voyons qu'il existe deux poids et deux mesures et il en est ainsi depuis l'époque de la Confédération, au Canada.

Lorsque la Chambre a été saisie de ce bill, certains ont exprimé leur grande indignation parce qu'il ne renfermait pas un amendement qui aurait changé quoi que ce soit à la situation actuelle, et parce qu'il n'était pas innovateur. Je ne suis nullement surpris ou indigné. Je ne crois pas que ce Parlement ou le parti politique d'en face serait prêt à faire quoi que ce soit de sérieux pour changer le statu quo au pays. Je ne suis pas surpris parce qu'il n'ose tout simplement pas apporter des retouches au système canadien actuel.

Le rapport de la Commission Carter et le Livre blanc sur la réforme fiscale avaient semé une forte panique dans le monde des affaires canadien. Il avait engendré beaucoup de panique et d'inquiétude chez les chefs d'entreprises et chez les nombreux directeurs et administrateurs d'importantes sociétés multilatérales au Canada. Dès que ces gens eurent manifesté leur préoccupation, un grand nombre de députés se sont levés dans cette Chambre pour les défendre. Le chef de l'opposition et des députés de son parti défendaient leur point mordicus, et, tout de suite après, nous avons vu les députés libéraux d'arrière-ban critiquer le rapport de la Commission Carter ainsi que le Livre blanc. Ils ont soutenu que nous taxions trop les gros bonnets et que nous allions détruire leur esprit d'initiative. C'était leur façon d'envisager ces questions.

Je ne suis nullement surpris qu'on nous ait saisi aujourd'hui d'un bill qui ne change rien et qui ne touche en rien le statu quo. Il ne change rien à quoi que ce soit d'important pour qui que ce soit au Canada. Une des préoccupations qu'on avait exprimées lors de la parution du rapport de la Commission Carter, c'était que, si nous adoptions certaines de ses recommandations, comme l'imposition des sociétés minières, de ceux qui exploitent les industries extractives, et la mise en vigueur d'un impôt sur les gains de capital, nous détruirions l'esprit d'initiative et découragerions ces gens de vouloir développer le pays. De quel genre d'encouragement ou d'initiative bénéficient les sans-emploi ou les pauvres qui doivent supporter le fardeau fiscal et solder la note? Nous semblons trop nous préoccuper de protéger les grandes institutions financières et les gros bonnets au Canada, mais nous oublions les 80 p. 100 ou 90 p. 100 de Canadiens qui ne vivent pas ou ne tirent pas leur revenu d'investissements mais doivent gagner leur vie.

Au Canada, nous avons ce que nous pourrions appeler un régime socialiste pour les riches et un régime de libre entreprise pour les pauvres. Notre société protège les riches, mais dit toujours à ceux qui ne le sont pas qu'ils doivent se démener, travailler dur et réussir. Je ne m'étonne pas du tout que le bill à l'étude aujourd'hui ne change vraiment rien et ne remette en question aucun des principes fondamentaux que notre société tient pour

sacrés depuis tant d'années. En ma qualité de député néo-démocrate de la Saskatchewan, je ne dois absolument rien au secteur de l'industrie ou de la grande entreprise et je n'hésite pas à prendre la parole et à demander qu'il soit traité comme les Canadiens moyens et verse sa juste part. La plupart de mes commettants partagent mes sentiments. A leur avis, il est à peu près temps que nous trappions de justes impôts les industries minières et adoptions l'impôt sur la totalité des gains de capital. A leur avis, il est temps que nous prenions bon nombre de mesures de cet ordre pour alléger le fardeau fiscal du Canadien moyen, ce qui l'encouragerait à s'engager davantage dans l'organisation sociale et économique de notre pays. Nous ne semblons pas agir en ce sens. Nous avons besoin de changements fondamentaux, mais ces changements ne paraissent pas devoir venir de ce gouvernement ou de cette législature.

Au Canada, environ le quart ou le tiers de la population vit dans une pauvreté absolue. Que faisons-nous à ce sujet? Nous nous inquiétons encore de l'inflation actuelle et, selon le secrétaire d'État (M. Pelletier), nous devons nous assurer que notre économie ne se développe pas trop rapidement. Que faisons-nous au sujet des sans-travail? Il faut songer à leurs familles et aux énormes conséquences qu'a le chômage pour elles. Il est très facile pour nous, au sein du Parlement, d'invoquer des statistiques et des faits montrant nos réussites. Il est facile pour nous de dire que nous avons porté notre productivité un peu au-dessus de celle de ces deux dernières années, qu'une expansion est prévue, mais nous semblons oublier le monde réel de l'extérieur et les gens qui vivent actuellement dans la pauvreté. C'est peut-être parce que le Parlement ne représente pas vraiment les Canadiens. Les députés sont beaucoup plus riches que le citoyen moyen du pays. En conséquence, peut-être avons-nous des perspectives, des sensibilités et des idées différentes sur la solution des problèmes nationaux. Il nous est peut-être par trop facile de nous désintéresser des problèmes d'un chômage et d'une pauvreté élevés au Canada.

A vrai dire, des millions de Canadiens vivent dans le plus complet dénuement. Selon le rapport des quatre membres du comité sénatorial de la pauvreté qui ont cessé d'en faire partie, le fossé entre les riches et les pauvres au Canada n'a pas varié depuis 20 ans. Si nous voulons vraiment améliorer le sort des pauvres au Canada, il nous faudra d'abord apporter de véritables réformes fiscales. Ces gens auraient alors quelques chances de s'en tirer.

Les 20 p. 100 des Canadiens au haut de l'échelle des revenus gagnent près de 40 p. 100 du revenu total au pays, tandis que les 20 p. 100 au bas de l'échelle gagnent moins de 7 p. 100. Il est bien facile de voir qui profite de la société dans laquelle nous vivons. Il n'y a pas que les pauvres qui pâtissent mais tout le pays, en raison des politiques que nous mettons consciencieusement en pratique au Canada. De l'avis du Conseil économique du Canada, l'absence du plein emploi et le manque d'occasions d'emploi pour les gens désireux de travailler nous a fait perdre des milliards de dollars. Le Conseil économique du Canada a dit que nous avions perdu près de 3 milliards de dollars. Qu'on me permette de rappeler ici que si ces personnes-là avaient travaillé, une bonne partie de cet argent aurait pris le chemin des caisses gouvernementales, qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, ce qui nous aurait permis d'entreprendre les programmes sociaux et économiques que nous souhaitons